



FAO flash

Bureau du Togo

N° 03 novembre 2010

Sommaire :

- Actualisation du Plan d'action forestier national
- Projet d'appui au développement de l'agriculture au Togo : atelier sur le suivi évaluation
- Formation à la biosécurité adaptée à la spécificité des élevages des secteurs 3 et 4 et aux marchés de volailles vivantes au Togo : Etape des régions de la Kara et des Savanes
- Monitoring du projet OSRO/TOG/801/EC
- Inondations dans les préfectures des Lacs, du Bas-Mono et de Yoto : Première réponse de la FAO
- Réunion des partenaires bénéficiaires du projet « Facilité Alimentaire » au Togo
- Missions d'appui de la FAO au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche

ACTUALISATION DU PLAN D'ACTION FORESTIER NATIONAL



Participants à l'atelier d'Atakpamé, 8-9 novembre 2010

La FAO, à travers le Projet TCP/TOG/3203, apporte une assistance au Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) pour élaborer une nouvelle politique forestière nationale et des dispositifs réglementaires du nouveau code forestier accompagnés d'activités de sensibilisation et de formation visant la promotion d'une gestion participative, rationnelle et durable des ressources forestières du pays.

Les principaux résultats attendus sont :

- L'élaboration de la politique forestière nationale ;
- La réalisation des études complémentaires en vue de l'actualisation du Plan d'Action

Forestier National (PAFN) ;

- L'identification et la formation à la gestion participative des sites pilotes ;
- La préparation d'une requête de financement du PAFN actualisé ;
- Le renforcement des capacités des parties prenantes.

Après la mise en place du cadre institutionnel en novembre 2009, et le recrutement de 2 Consultants internationaux CTPD et de 6 Consultants nationaux, les travaux de terrain de ces consultants ont démarré en avril 2010. Ces différentes études ont été analysées récemment lors des ateliers régionaux.

Ces ateliers ont pour ob-

jectifs de restituer les résultats des enquêtes de terrain réalisées par les consultants nationaux, d'initier les acteurs à la gestion participative, à la sensibilisation et à l'éducation environnementale afin d'assurer une large participation de tous les acteurs dans le choix des orientations politiques et options stratégiques, des programmes et projets du PAFN actualisé.

Ces rencontres ont regroupé environ quatre vingt représentants de l'administration publique, de la société civile et des ONG, de l'association des exploitants de bois, des membres du Comité d'appui techniques venus des régions des Plateaux et Centrale, Savanes et Kara ainsi que les Consultants Nationaux.

A Atakpamé comme à Kara, la cérémonie d'ouverture a été marquée par quatre interventions : le mot de bienvenue du Directeur Régional de l'Environnement et des Ressources Forestières, le discours d'ouverture du Préfet de la localité, et les présentations du Coordonnateur National du Projet,

M. ASSI Hèmou ainsi que du Point Focal du Mécanisme des programmes forestiers nationaux.

Les rapports des consultants ont été présentés par les consultants nationaux eux-mêmes ou par leurs homologues. Il s'agit de :

- Dr K. KOKOU et COZI ADOM Esso-Wazina (Homologue) sur le rapport de l'étude sur la politique et programmation forestières ;
 - Monsieur DZOGBEDO Agbényo sur le rapport de l'étude juridique ;
 - Monsieur DOUTI Sourou sur le rapport de l'étude sur la stratégie de communication et de mobilisation sociale.
- Plusieurs recommandations ont été faites par les participants dont les plus importantes sont :
- Réaliser des inventaires nationaux des ressources forestières afin d'améliorer les connaissances sur la ressource ;
 - Etablir au niveau national, une liste des espèces exploitables et définir le



Participants à l'atelier de Kara, 11- 12 novembre 2010

statut de conservation des espèces ;

- Elaborer un texte de réglementation de l'exploitation des produits forestiers non ligneux ;
- Intégrer la communication environnementale dans tout le cycle d'enseignement scolaire ;
- Créer la confiance entre les agents forestiers et la population ;
- Relancer le journal « Environnement » du MERF ;
- Doter les Directions Régionales et

Préfectorales des moyens nécessaires pour l'animation des émissions radiophoniques ;

- Organiser des débats télévisés et/ou radiophoniques en langues locales afin de favoriser la prise de conscience de la problématique de la gestion durable des forêts ;

- Sensibiliser, former et éduquer la population sur les valeurs écologique et économique des ressources forestières;

Dans l'ensemble, ces campagnes de sensibilisation des acteurs du projet d'actualisation du PAFN et du Mécanisme pour les Programmes Forestiers Nationaux ont permis d'outiller les différents acteurs invités, pour une meilleure participation à la gestion durable des ressources forestières.

Les différentes recommandations formulées au cours de ces ateliers seront prises en compte dans le document du PAFN actualisé.

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AU TOGO : Atelier sur le suivi-évaluation

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) du NEPAD, le Togo a élaboré le Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire (PNIASA) qui a fait l'objet d'une table ronde tenue les 29 et 30 juillet 2009 à Lomé. Un pacte qui décline les engagements des différentes parties prenantes dans la mise en œuvre du PNIASA a été signé à cet effet entre le Gouvernement du Togo et ses partenaires. Ce pacte offre la perspective d'un appui politique, technique et financier au Togo pour la mise en place de plans et stratégies en cohérence avec les politiques sous-régionales, régionales et internationales.

A l'issue de la table ronde du PNIASA, un premier groupe de PTF comprenant la Banque Mondiale, le FIDA, la BOAD, la BIDC et la FAO se sont engagés aux

cotés du Gouvernement pour la préparation des premières opérations de mise en œuvre de ce programme. Le FIDA, à travers l'expertise du Centre d'investissement de la FAO, a abouti à la proposition d'un Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture au Togo (PADAT), dont la mission de conception finale s'est déroulée du 5 au 22 juillet 2010.

Le PADAT vise à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des petits producteurs agricoles et comprend deux composantes opérationnelles :

- *appui à la production et à la productivité ;*
- *valorisation des productions.*

Les interventions du projet seront organisées en deux phases de trois

années chacune. Il sera mis en œuvre grâce aux financements du FIDA, de la BIDC, de la BOAD et une partie du *Global Agriculture & food Security Program - GAFSP* auxquels s'ajouteront la contribution du Gouvernement du Togo et celle des bénéficiaires. Le financement de la BAD est aussi attendu.

A la suite de la conception finale du PADAT, le Gouvernement du Togo et le FIDA se sont accordés pour lancer les activités du PADAT au plus tard à la fin du premier semestre 2011. Afin de respecter ce délai, le FIDA, à la suite de la demande du Gouvernement du Togo, finance l'exécution de certaines activités de démarrage dont la préparation du manuel de suivi-évaluation.

C'est dans le souci de mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation de façon participative et concertée qu'un atelier de formation des acteurs impliqués est organisé avec l'appui financier et technique du FIDA et de la FAO.

L'atelier s'est déroulé du 9 au 12 novembre 2010 à Kpalimé et a été animé par M. Andrea Pozza, un expert en suivi-évaluation.

Les objectifs assignés à cet atelier étaient :

- de réfléchir sur le dispositif de suivi-évaluation ;
- d'améliorer et valider les indicateurs du cadre logique du PADAT et du PASA ;
- de définir les informations, les méthodes de leur collecte et traitement.

Les trois résultats attendus de cet atelier de formation étaient :

- les concepts d'indicateurs et de mécanisme de suivi-évaluation sont maîtrisés par les participants ;
- les indicateurs de résultats, d'effets et d'impact du PADAT sont adoptés ;
- les outils de collecte et de traitement sont identifiés.

Des cadres de la DPCA, de la DSID, de la DA, de la DAF, de l'ICAT, du cabinet de la Présidence de la République, du ministère délégué chargé des infrastructures rurales, des ministères en charge des TP, du développement à la base, de la promotion de la femme, de l'eau, de la planification et des finances, des OP, des ONG et de la FAO ont participé à cet atelier.

de l'atelier a été présidée au nom du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche par l'Elevage et de la Pêche par Monsieur KONLANI Dindiogue, Directeur du Cabinet du MAEP. Dans son intervention, le représentant du Ministre a remercié les participants pour avoir répondu favorablement à l'invitation. Il a adressé ses compliments et sa profonde reconnaissance au FIDA et à la FAO pour l'appui qu'ils ont apporté au MAEP dans l'organisation dudit l'atelier. Il a souligné l'importance du suivi-évaluation dans la mise en œuvre du

- Indicateurs de résultats, d'effets et d'impact ;
- le flux des informations entre les acteurs au niveau régional (ICAT, ANSAT, ITRA, ONG, OP et DRAEP) et avec la hiérarchie.

Après de fructueux débats sur chaque thème, les recommandations suivantes ont été formulées :

- Insister sur le suivi avant le démarrage du projet et pendant sa mise en œuvre ;
 - Veiller à l'appropriation du contenu du projet par tous les acteurs ;
 - Mettre en cohérence les cadres logiques des politiques, programmes et projets sectoriels avec le cadre logique du DSRP ;
 - Former les cadres du MAEP en concept genre ;
 - Approfondir l'indicateur sur l'environnement et sur les pistes rurales et indiquer de manière claire les responsabilités ;
 - Veiller à la mise en place de cadres de concertation entre les différents acteurs pour la diffusion de l'information aux niveaux régional et national ;
- Mettre en place un système de suivi-évaluation le plus simple possible et évolutif ;
- Equiper toutes les structures de matériels de NTIC adéquats ;
- La DSID, après traitement des informations, doit renvoyer aux DRAEP les informations sur la production, les rendements et les prix ;
- Dotter la DPCA de ressources humaines adéquates pour lui permettre d'assurer pleinement son rôle par rapport aux tâches qui lui sont confiées.

L'expert en suivi évaluation de la FAO devra exploiter les résultats de l'atelier pour élaborer le manuel de suivi évaluation du PADAT.



Photo de groupe des participants

PNIASA en général et du PADAT. L'allocution d'ouverture du représentant du MAEP a été précédée du mot de bienvenue du Secrétaire Général de la Préfecture de Kloto et du mot du Chargé de Programme de la FAO au Togo.

Plusieurs thèmes ont été développés tels que :

- Introduction du suivi/évaluation : différences, synergies, concepts clés ;
- Cadre logique : définition des concepts de base ;
- Cadre logique du PADAT : présentation du projet ;
- Dispositif institutionnel et de coordination des politiques de développement et de suivi évaluation du PNIASA au niveau du MAEP et du DSRP ;
- Indicateurs : définition, critères, typologies ;

ASSISTANCE AU GOUVERNEMENT DU TOGO DANS LA PRÉVENTION ET LE CONTRÔLE DE LA GRIPPE AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE (financé par l'UE)

Formation à la biosécurité adaptée à la spécificité des élevages des secteurs 3 et 4 et aux marchés de volailles vivantes au Togo : étape des régions de la Kara et des Savanes



Vue partielle des participants à la formation de Kara

Dans le cadre du projet OSRO/TOG/801/EC, financé par l'Union Européenne et exécuté par la FAO, il a été organisé une série d'ateliers de formation de 250 formateurs/sensibilisateurs locaux à la biosécurité (techniques d'animation, message et contenu technique etc.) couplé de la validation des manuels et brochures sur la biosécurité. La formation qui a débuté en octobre 2010 par les Régions Maritime et Plateaux s'est poursuivie au cours du mois de novembre par les étapes des Régions Centrale, de la Kara et des Savanes.

Les ateliers se sont déroulés du 08 au 11 novembre 2010 à Sokodé, du 22 au 25 novembre à Kara et du 22 novembre au 2 décembre 2010 à Dapaong.

Les cérémonies d'ouverture des ateliers de formation ont été présidées dans la Région Centrale par le Préfet de Tchaoudjo, dans la Région de la

Kara par le Secrétaire Général de la Préfecture de la Kozah et dans la Région des Savanes par le Préfet de Tône.

Cette série de formation a permis de former au total 250 éleveurs traditionnels, revendeurs de volailles, Agents Villageois d'Elevage (AVE) et leaders d'opinion. Les ateliers ont été animés par Dr ALITI Adom de l'ONG Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF).

La formation a porté essentiellement sur les bonnes pratiques d'élevage avicole, les modalités de prévention de la grippe aviaire par l'application des mesures de biosécurité, les mesures à prendre en cas de suspicion et d'apparition de la grippe aviaire et les méthodes/outils de formation et sensibilisation de son entourage, en s'appuyant sur le manuel du formateur local et la diffusion des brochures.

Parallèlement à la formation, des visites des exploitations avicoles ont permis à l'équipe du projet de recueillir l'avis des responsables sur l'approche à adopter dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité « Appui à la mise en place des mesures de biosécurité dans les exploitations ».

Cet appui devra se poursuivre par la construction de rotoluvres, pédiluvres et vestiaires dans les principales exploitations commerciales, et l'apprentissage des bonnes pratiques en élevage selon une méthode participative où les exploitants devront financer une partie des aménagements. Ainsi, 5 exploitations avicoles dont celle de l'Institut de formation agricole (IFA-HG) du village d'enfant SOS de Kara ont été visitées. Les différentes approches proposées ont été répertoriées et seront analysées de concert avec la Direction de l'élevage (DE), l'Association nationale des professions avicoles du Togo (ANPAT) et d'autres partenaires. De plus, une séance de formation de trois jours à l'utilisation de TAD-info a été organisée à l'intention du Chef de Division contrôle vétérinaire (DCVr) de la Région des Savanes, récemment affecté à ce poste.



Un aviculteur bénéficiaire des actions du projet versant un désinfectant dans le pédiluve

Monitoring du projet OSRO/TOG/801/EC

Toujours dans le cadre du projet OSRO/TOG/801/EC, exécuté par la FAO, une mission de monitoring ROM diligentée par l'UE a été réalisée du 08 au 19 novembre 2010. Elle fait suite à la première mission qui s'est déroulée du 02 au 14 novembre 2009. L'objectif de cette mission est de donner une appréciation au moment de la visite, sur la pertinence, l'efficience, l'efficacité, les perspectives d'impact et la viabilité du projet. S'agissant du second monitoring, une attention particulière a été apportée au suivi des recommandations faites lors du premier monitoring de l'année dernière.

Ainsi, parmi les recommandations faites l'année dernière, certaines portaient sur le renforcement de l'action du projet



Le Consultant UE chargé du monitoring du projet s'adressant aux participants à la formation

plus grande prise en compte de l'élevage traditionnel villageois.

Pour évaluer les évolutions dans ces domaines, une visite de terrain dans la région Centrale a été organisée. Cette visite a permis au consultant de s'entretenir avec certains participants à la formation sur la biosécurité à Sokodé, avec le DCVr de la Région Centrale ainsi qu'avec un Vétérinaire privé. Il a également visité une exploitation semi-moderne de la région.

dans les différentes régions du pays : meilleure intégration dans les activités d'épidémiologie de l'ensemble des acteurs au niveau régional, meilleur reporting et utilisation du logiciel TAD-info par les DCVr,

Il ressort de la visite que le projet est sur la bonne voie.

INONDATIONS DANS LES PREFECTURES DES LACS, DU BAS-MONO ET DE YOTO

Première réponse de la FAO

Grace à un financement, du Fonds CERF (Central Emergency Response Fund) du Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) des Nations Unies, d'un montant de 116.478 USD, soit environ 58.000.000 de FCFA, la FAO apportera un premier appui aux Agriculteurs victimes des inondations dans les préfectures des Lacs, du Bas-Mono et du Yoto de la région Maritime

Pour la campagne maraîchère qui démarre, des semences maraîchères de tomates, d'oignons, d'adémè, de gombo et de piment ainsi que des engrains et des pesticides seront fournis à 1.000 ménages sinistrés, pour réhabiliter leurs moyens d'existence.

Les activités prévues dans le cadre de cet appui seront mises en œuvre avec les services techniques décentralisés du Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, entre autres, la Direction de l'Agriculture, la Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de la Région Maritime et la Direction Régionale de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT) Maritime. Elles dureront trois (03) mois (Décembre 2010 à Février 2011).

REFORCEMENT DES BASES DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DES MENAGES VULNERABLES AU TOGO (financé par l'UE)

Réunion des partenaires bénéficiaires du projet « Facilité Alimentaire » au Togo.

Dans le cadre du projet « Facilité Alimentaire » au Togo, un groupe de concertation des partenaires ayant bénéficié du financement de l'Union Européenne a été mis en place depuis le mois d'Avril 2010.

Le groupe de concertation a pour objectifs de :

- Rendre opérationnel un cadre de concertation et d'échanges sur les interventions d'urgence et de réhabilitation agricole afin que les actions/projets soient complémentaires et éviter la « concurrence » entre institutions ayant des appro-

Le groupe est constitué par les opérateurs et décideurs partenaires du projet de "Facilité Alimentaire" de l'Union Européenne tels la Croix Rouge Française, la Croix Rouge Togolaise, la Croix Rouge Espagnole, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF) avec INADES-Formation et la FAO, des représentants du MAEP au niveau central et régional.

Ainsi, le 24 Novembre 2010 de 09h20 à 13h15 s'est tenue à la salle de réunion de la FAO la troisième réunion du groupe pour échanger sur la situation des activités sur le terrain. Elle a été présidée par M. LITAABA-AKILA, Sous-Secrétaire Général du MAEP et a vu la participation de la Croix Rouge française, la Croix Rouge togolaise, AVSF, le



Les représentants des partenaires au cours de la séance de travail

ches distinctes (urgence/réhabilitation et développement) ;

- Fournir des informations régulières et des éléments d'aide à la décision aux pouvoirs publics et aux décideurs sur la situation des urgences et des interventions dans le domaine agricole.

Directeur Régional de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche de la Région Maritime, le Chargé de Programme Développement Rural de l'Union Européenne et la FAO.

Après la présentation de l'avancement de la mise en œuvre des activités sur le terrain par les différents partenaires, le Chargé de Programme Développement Rural de l'UE a donné son impression.

Globalement, l'UE est satisfaite de l'évolution des projets sur le terrain. Il y a beaucoup de leçons à tirer et voir déjà l'impact sur le long terme. Il faut profiter des leçons apprises du projet pour préparer la suite.

Le représentant de l'UE à la réunion a formulé quelques recommandations aux partenaires pour la poursuite des activités.

Pour la Croix Rouge Espagnole et la Croix Rouge Togolaise les recommandations sont les suivantes :

- Intensifier les activités ;
- Recadrer le calendrier général et être beaucoup plus réaliste et signaler dès maintenant les objectifs non atteints ;
- Redimensionner les objectifs si nécessaire ;
- Prendre contact avec les partenaires des services techniques gouvernementaux au niveau de la région maritime pour la définition de la stratégie opérationnelle de mise en œuvre ;

La recommandation formulée pour la Croix Rouge Française et l'ONG AVSF (Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières) est la poursuite des efforts déjà engagés dans la réalisation des activités programmées.

Avec la FAO, il a été retenu le principe de faire un travail de capitalisation à partir du mois de janvier 2011 et de prévoir des outils pour la durabilité des acquis du projet.

La prochaine réunion aura lieu au cours du mois de Mars 2011.

MISSION D'EVALUATION DU PROJET OSRO/RAF/908/SWE

Le Gouvernement suédois a demandé au Bureau de l'évaluation de la FAO (OEED) de conduire une évaluation indépendante des projets d'urgence que le SIDA a financés en 2009. Ceux-ci incluent le projet «Appui aux activités de coordination de la Cellule sous-régionale pour le suivi de la sécurité alimentaire et des opérations d'urgence et de réhabilitation en Afrique de l'Ouest et renforcement des moyens d'existence durables des ménages vulnérables» (OSRO/RAF/908/SWE), qui a été exécuté aussi au Togo de Janvier 2009 à Juin 2010.

C'est dans ce cadre que le Consultant M. SON Bakiéné a séjourné au Togo du 10 au 17 Novembre 2010 afin de faire une évaluation auprès des bénéficiaires du projet OSRO/RAF/908/SWE exécuté par la FAO-Togo dans la région des Savanes.

Le consultant a été assisté durant son séjour par un Expert national, Assistant au Chargé de Programme de la FAO-Togo.

La mission s'est déroulée en deux phases :

Une première étape à Lomé et rencontre avec :

- Le Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche ;
- Le Ministère en charge du développement à la Base ;
- La Croix Rouge Française ;
- Les Agences des Nations Unies tels le PNUD, PAM ;
- Un Bailleur de fonds : L'Union Européenne ;
- Les Faîtières nationales des organisations professionnelles agricoles (Bureau National des Chambres d'Agriculture et la CTOP).

Il s'agissait principalement pour le consultant de recueillir les informations sur entre autres :

- L'évolution de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et la situation particulière de la sécurité alimentaire au Togo ;
- L'organisation du dispositif national d'intervention ;
- Le niveau d'échange d'informations générales au plan national et régional : quoi ? comment ? acteurs impliqués ?...;
- Les capacités d'intervention et la contribution de l'unité de coordination nationale.

Une deuxième étape dans la région des Savanes et la rencontre avec l'Unité régionale de gestion du projet (URGP), les producteurs et bénéficiaires dans les communes de Naklé-Est et de Kountoiré et avec les ONG CAPAS, GRAIL/NT, CETRAMODE et SADEL.

Le consultant a eu à faire des entretiens en groupe et individuels avec les bénéficiaires avec pour point d'intérêt l'appréciation des bénéficiaires par rapport aux apports de la FAO à travers le projet OSRO/RAF/908/SWE.



Une séance de travail avec les bénéficiaires

A la fin de mission, le consultant a pu juger de la pertinence du projet par rapport aux bénéficiaires ciblés et de la qualité de son exécution, selon ses premières impressions. Cependant le rapport d'évaluation du consultant est vivement attendu.

Contact
1307, Avenue Duisburg
B.P.: 4388, Lomé, Togo
Téléphone: +228 221 04 11
+228 222 06 72
+228 936 59 50
Télécopie: +228 221 05 80
E-mail : FAO-TG@fao.org

Objectif et devise
Notre objectif :
« Aider à construire un monde libéré de la faim »
Notre devise :
« Fiat Panis »
OU
« Du pain pour tous »

Pour mieux nous connaître, retrouvez-nous sur le web à
<http://www.fao.org>